

Circulaire n°06/08

17 janvier 2008

Tous en grève le 24 janvier 2008 !

Grève dans la Fonction Publique et dans l'Education

Mobilisons-nous le 24 janvier contre la casse du service public d'éducation.

Les revendications avancées le 20 novembre n'ont reçu aucune réponse, qu'il s'agisse des 11 200 suppressions d'emplois pour la rentrée 2008 ou des diverses mesures annoncées en matière d'éducation.

Le gouvernement persiste dans une politique qui compromet l'objectif de la réussite de tous les jeunes. Et tout montre que les établissements les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront, phénomène qui sera aggravé par la suppression de la carte scolaire, l'offre de formation sera réduite. Dans l'Enseignement Professionnel, la généralisation du Bac Professionnel en 3 ans, pour des raisons à l'évidence beaucoup plus financières que pédagogiques, entraînera la diminution d'un an de la formation pour de nombreux élèves. L'académie de Strasbourg se signale d'ailleurs par un zèle particulier sur ce point. De plus, 216 postes seront supprimés à la rentrée 2008 dans l'enseignement secondaire dans notre académie.

Les Conseillers d'orientation sont attaqués frontalement par le gouvernement à travers le rapport d'un député alsacien et sont en lutte contre le plan qui programme leur disparition à terme.

Dans le supérieur et la recherche, les réformes menées sans véritable concertation se suivent et pourtant les conditions d'enseignement et de travail se dégradent dangereusement et la précarité des personnels explose.

Dans l'enseignement primaire, la mise en place du service minimum est synonyme d'une limitation inacceptable du droit de grève.

Pour les lycéens et les étudiants, la diminution drastique des recrutements d'enseignants dans les lycées et les universités représente un handicap majeur à leur réussite (2 130 emplois de stagiaires disparaîtront à la rentrée prochaine).

Les personnels, déjà touchés par une baisse conséquente de leur pouvoir d'achat, verront leurs conditions de travail se dégrader un peu plus et la précarité s'accroîtra encore.

C'est pourquoi la FSU et le SNUEP appellent les personnels à faire massivement grève le 24 janvier 2008 et à participer aux manifestations unitaires,

Sommaire

P. 1 : Appel à la journée
d'action du 24 janvier 2008
P. 2 : Bac Pro 3 ans
P. 3 : Affichette 24 janvier

MANIFESTATIONS UNITAIRES

STRASBOURG : 10 h 30 place de la Bourse

MULHOUSE : 14 h 30 place de la réunion

COLMAR : rassemblement 11 h devant la Préfecture

Bac Pro en 3 ans : où en est la concertation ?

(et quelle forme à-t-elle pris ?)

Le Recteur, après sa volte-face entre le CTPA du 18 décembre et le CAEN du 20, a fait parvenir une lettre aux chefs d'établissement, leur demandant d'engager une concertation auprès des équipes pédagogiques sur le fait d'entrer dans l'expérimentation du Bac Pro 3 ans dès la rentrée 2008, sur la base des propositions déjà faites. De toute façon, est-il précisé dans la lettre, la réforme sera effective à la rentrée 2009.

Ce sujet affecte fortement les collègues, si l'on considère que les remontées ont été nombreuses. Elles font apparaître une vaste palette de formes de consultations, allant de l'Assemblée générale à son absence totale.

Mais ce qui prédomine est la présence de pressions de la hiérarchie pour adopter la Bac Pro 3 ans dès la rentrée 2008. Parfois, c'est le corps d'inspection qui a fait le voyage, le plus souvent, c'est le chef d'établissement qui a usé de son influence pour infléchir la décision des professeurs.

Mais quels professeurs ont été consultés ? Le plus souvent, c'est le conseil pédagogique, quoique certains collègues se plaignent de n'avoir pas été invités. Parfois, c'est un panel dont la composition reste mystérieuse.

Quand à la qualité des arguments utilisés pour convaincre les collègues, elle est parfois d'un niveau qui n'a rien à voir avec une analyse raisonnée et approfondie des conséquences de la généralisation du Bac Pro en 3 ans ("on risque de se retrouver

avec tous les mauvais élèves si on garde des BEP 'classiques', "puisque on y passera à la rentrée prochaine, pourquoi attendre ?").

Malgré tout, certains établissements refusent l'entrée dans l'expérimentation dès 2008 malgré l'appui logistique fort gracieusement offert par le recteur dans son courrier.

Cependant le refus de la généralisation du Bac Pro 3 ans est nettement plus marqué dans la plupart des autres académies. Or, c'est la résistance des personnels qui peut faire reculer le ministre, pas la résignation.

En tout état de cause, le SNUEP, qui, n'ayant pas signé le protocole de discussion, donc accepté le Bac Pro en 3 ans, n'a pas à se livrer à une gymnastique langagière compliquée pour expliquer que l'on est contre tout en étant pour sans pour autant y adhérer etc.

Le SNUEP constate que la consultation a trop souvent pris la forme d'un simulacre. Il exige que les Conseils d'Administration se prononcent, après une Assemblée Générale des personnels des établissements.

Le SNUEP estime que le combat n'est pas fini. Il a d'ailleurs le soutien de la plupart des Conseils Régionaux.

Le SNUEP vous tiendra au courant des futurs développements de l'action sur le sujet de la généralisation du Bac pro en 3 ans.

Extrait de la motion présentée au lycée Camille Schneider de Molsheim :

Considérant :

→ qu'une réforme - a fortiori de cette ampleur -, cela se prépare, cela se travaille, cela se réfléchit à l'avance, cela ne se fait pas dans l'urgence, à l'emporte-pièce, en ordre dispersé et à coups de proclamations péremptoires aussitôt contredites ;

→ qu'il est particulièrement absurde de se lancer dans des « expérimentations » avant d'en avoir défini le contenu, la mise en œuvre et les moyens (programmes, répartition disciplinaire, manuels, informations aux élèves et aux parents...) ;

nous, professeurs du Lycée Camille Schneider, estimons que la proposition du recteur est irréalizable à l'échéance de la rentrée 2008.



TOUS EN GREVE LE 24 JANVIER !

- **Contre les suppressions massives de postes**
(- 30 000 entre 2003 et 2008, - 80 000 prévues entre 2009 et 2012)
- **Contre la diminution du pouvoir d'achat**
(- 7% depuis 2000)
- **Contre le démantèlement du statut de la Fonction Publique**

TOUS ENSEMBLE NOUS EXIGEONS

L'OUVERTURE DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS SALARIALES

- **pour le attrapage du pouvoir d'achat**
- **pour la reconstruction de la grille des salaires**
- **pour une programmation des recrutements assurant**
 - le remplacement de tous les départs à la retraite
(18 000 par an pendant les 5 prochaines années)
 - la qualité du service public d'éducation

MANIFESTATIONS UNITAIRES

STRASBOURG : 10 h 30 place de la Bourse

MULHOUSE : 14 h 30 place de la réunion

COLMAR : rassemblement 11 h devant la Préfecture